

# T'OKUP!

Agenda-journal interstitiel de la mouvance anarch@-alternat@-intersquat-féministe-antifa-précaires, etc. (Lôzane et ailleurs)

n° 52 (mai 2005)

Gratuit bien sûr

[www.squat.net/ea](http://www.squat.net/ea)

**PRÉSENTATION** > Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup! essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus). Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros du T'Okup! sont consultables sur le site [www.squat.net/ea](http://www.squat.net/ea), où on peut aussi s'inscrire sur la liste de mail pour être régulièrement informé-e des activités de l'Espace autogéré et d'autres infos.

Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne

## RÉPRESSION ET CONTRÔLE SOCIAL

Le texte ci-dessous a été présenté par le groupe antirépression (GAR) de Lausanne à l'occasion du débat organisé sur le thème de la répression le 25 mars 2005 dans le cadre du 5<sup>ème</sup> Festival antiraciste et antifasciste à l'Usine de Genève.

De nombreux textes sur ce sujet ont déjà paru dans le T'Okup!, mais celui-ci est intéressant du fait qu'il compile de nombreux exemples actuels et lance quelques pistes d'analyse et de réflexion. Ce texte et d'autres dans ce n° illustrent quelques facettes du contexte dans lequel peut être lue la *Caravane Hors-Contrôle* (ci-contre).

Le thème est vaste et présente de multiples facettes. (...) Nous avons choisi trois axes, limités à la Suisse :

1. La transversalité de la répression ;
2. Ses moyens anciens et nouveaux : quelques mises en garde ;
3. Des pistes pour y faire face.

### 1. La transversalité

Les politiques néolibérales entendent bien mettre au pas l'ensemble des populations, les asservir aux impératifs de profit, briser par la force toute velléité de résistance individuelle ou collective. Des droits durement acquis au long de décennies de luttes sont liquidés à une vitesse et avec une désinvolture consternantes. Chômeuses et chômeurs, travailleuses et travailleurs, personnes à la situation précaire, notamment étrangères et étrangers sans statut ou avec des permis instables : tou-te-s sont touché-e-s. Pour sortir des généralités, prenons quelques exemples.

Selon l'actuelle loi sur le chômage, un-e chômeur/euse peut être assigné-e à une place de travail ; s'il/elle refuse, il/elle est sanctionné-e et peut être privé de ses moyens d'existence pour une période allant jusqu'à trois mois. Cela peut aller jusqu'à la suppression de son droit au chômage. 70% de l'ancien salaire est un travail convenable au sens de la loi.

Un-e requérant-e d'asile peut être frappé-e de non entrée en matière, par exemple s'il/elle ne présente pas de documents d'identité. Dès lors, il/elle est privé de l'aide sociale fédérale. Mis-e à la rue sans moyens d'existence, il/elle doit faire appel à l'aide

d'urgence cantonale. Certains cantons ont refusé même cette aide minimale aux requérant-e-s considéré-e-s comme non collaborant-e-s à leur renvoi. Sous l'impulsion de Blocher, dont on voit désormais avec évidence qu'il n'est de loin pas seul, cette mesure vient d'être élargie aux requérant-e-s débouté-e-s par le Conseil des Etats, dans le cadre de l'examen du projet de révision de la loi sur l'asile. Le lendemain, le Tribunal fédéral a déclaré cette mesure contraire à la Constitution. Sur quoi Blocher s'est déclaré prêt à changer la Constitution.

C'est très révélateur de ce que la droite ultralibérale est disposée à faire des droits fondamentaux : s'ils encombrant on les élimine, c'est très simple.

Des étrangers et étrangères qui n'ont pas ou plus de droit de séjour en Suisse et qui ne s'en vont pas d'eux/elles-mêmes peuvent être mis-e-s sous mesures de contrainte, à savoir une détention administrative

d'une durée pouvant atteindre neuf mois, sans avoir commis de délit. Le Conseil des Etats vient de porter la durée maximum de cette détention à 18 mois, voire 24 dans des cas exceptionnels. Deux ans de prison sans avoir rien fait !

Ces mêmes étrangers et étrangères, si le projet de Loi fédérale sur l'usage de la contrainte aboutit, en cas de renvoi forcé pourront être maîtrisé-e-s au moyen du taser, ou pistolet à électrochocs, promu pour l'occasion au statut d'arme peu dangereuse pour la santé, en dépit d'expériences d'autres pays qui démontrent le contraire. Le fait que l'usage de cette arme est interdite sur les animaux car considérée comme trop dangereuse en dit long sur le mépris étatique des étrangers/ères.

suite en page 2 >>>

## STOP RENVOIS! Régularisation!



30 avril  
Manifestation en étoile

6 trajets à choix, 1 cible:  
la politique d'asile du canton de Vaud

Rassemblement final à 16h00 à la place  
de la Riponne à Lausanne

Les sans-papiers et les requérant-e-s débouté-e-s menacé-e-s vivent avec nous depuis des années. Le canton avait soutenu leur demande de régularisation à Berne. Malgré cela, ils risquent aujourd'hui l'arrestation et l'expulsion, parce que les services de Blocher l'ont décidé ainsi.

Coordination Asile Vaud

[www.stoprenvoi.ch](http://www.stoprenvoi.ch)

Voir aussi page 6 >>>



## LA CARAVANE HORS CONTROLE

A LÔZAN  
DU 23 AU  
25 MAI  
2005

**LUNDI 23**  
18H00: CRITICAL MASS Bâcherette P+R  
19H00: RDV MONTBENON pour le rallye, suite le bras.  
20H00: PROJECTIONS... ZOO DISCO

**MARDI 24**  
12H00, PUNKYLOCH: ACTION Pl. de la Riponne  
LE SOIR: CONCERT VIALEKA / Jazzpunk?frican

**MERCREDI 25**  
11H00: DEPART pour Coppet - Pl. Chauderon

YES L'AUTONOMIE!  
HO! LE CONTROLE SOCIAL!

Voir aussi en dernière page >>>

Des personnes « indésirées », notamment toxicomanes ou sans domicile fixe, font l'objet de différents dispositifs de contrôle et de harcèlement, dont des interdictions de se tenir dans des périmètres définis de certaines villes comme par exemple à Berne, Zurich, Genève ou Lausanne. Sous des prétextes pseudo-sécuritaires, ces villes sont de plus en plus quadrillées par des agent-e-s en toutes sortes d'uniformes, de polices publiques ou privées. Les caméras de surveillance fleurissent. Les interpellations, contrôles d'identité et fouilles sommaires se multiplient en pleine rue. Naturellement au faciès.



En 2002 à Genève, une femme camerounaise dépose une plainte pénale contre des policiers/ères, pour avoir été brutalisée et injuriée à la suite d'une interpellation. Le procureur général classe sa plainte sans instruction préalable. Par contre, il instruit la contre-plainte des policiers/ères pour calomnie, qui aboutit à une condamnation de la jeune femme à six mois d'emprisonnement, avec cinq ans de mise à l'épreuve.

Tout mouvement qui résiste aux logiques néolibérales est durement réprimé, au moyen de dispositifs bureaucratiques, policiers et judiciaires. En particulier, le droit de manifester est remis en question, de façon plus ou moins explicite selon les lieux. A Genève, sa restriction sévère fait l'objet d'un projet de loi. Ailleurs, des conditions telles sont imposées que l'organisation de manifestations s'en trouve compromise. Que l'on pense par exemple à la volonté de faire porter aux organisateurs/trices de manifestations la responsabilité pécuniaire des éventuels dégâts survenant durant ou en marge de la manifestation. Que l'on pense, aussi, aux tentatives d'empêcher la tenue de manifestations dans les centres des villes, pour les cantonner dans des périphéries sans public et sans témoins, à la merci des forces de police. Que l'on pense, enfin, au recours désormais systématique au fichage et aux arrestations dites préventives, aux déploiements massifs de policiers/ères en tenue anti-émeutes, à l'usage d'armes dites moins que létales.

Dans le cadre de l'anti-WEF 2005, Berne n'a autorisé qu'une promenade au bord de l'Aar, tout juste passible de sensibiliser les canards aux dangers qui menacent l'écosystème. Les manifestant-e-s qui se sont rendu-e-s à Berne le 22 janvier 2005 pour manifester quand même et au centre ville, ont été accueilli-e-s par un millier de policiers/ères anti-émeutes et une quantité impressionnante de policiers/ères en civil. Les contrôles d'identité ont été innombrables. Les arrestations nombreuses (84) et fondées sur des prétextes futiles : par exemple, la détention de dix centimètres de fil de fer barbelé, objet de haute dangerosité s'il en est, a valu à un journaliste de passer la journée aux arrêts. Les interdictions de périmètre ont fusé. Quelques jours plus tard, à Bâle, le déploiement policier était tel que la manifestation prévue contre le WEF n'a tout bonnement pas pu avoir lieu.

Le G8 d'Evian (mai-juin 2003) n'a pas fini de faire parler de lui. Les procès de 200 manifestant-e-s, plus ou moins pêché-e-s au hasard dans la multitude, généralement reconnu-e-s suite à la publication de leur photo sur le site internet de la police, se sont ouverts récemment. Ils procèdent de toute évidence d'une logique de pure intimidation. Quant aux « rescapé-e-s » du pont de l'Aubonne, il et elle n'ont pas fini de se battre pour que soit reconnue la responsabilité de la police dans le sectionnement de la corde qui les retenait suspendu-e-s dans le vide.

Le juge instructeur avait prononcé un non-lieu, car le motif prépondérant de l'accident était selon lui la témérité des manifestant-e-s (sic). Ce non-lieu a été cassé sur recours en janvier 2005 : le policier qui a coupé la corde et le responsable de l'intervention sur place doivent être renvoyés devant l'autorité de jugement, sous les chefs de lésions corporelles simples et graves par négligence. La suite nous dira si le jugement sera capable de briser la règle générale d'impunité de la police. Nous avons un doute.

Le 27 novembre 2004 à Winterthur, une tentative de manifestation contre l'UDC a été bloquée à la gare et la manifestation n'a finalement pas pu se dérouler. Les contrôles d'identité ont été massifs.

Le congrès national de l'UDC, le 8 janvier 2005 à la Chaux-de-Fonds, a été accueilli par environ 250 manifestant-e-s et un tir fourni de boules de neige. En face, la police en tenue anti-émeute a riposté avec des lances à eau et des gaz lacrymogènes.

Le 12 mars 2005 à Berne, la police a tenté d'empêcher la promenade antifasciste. De nombreuses personnes ont été retenues, ont subi des contrôles d'identité, se sont fait signifier des interdictions de périmètre.

L'action syndicale aussi, dès qu'elle sort quelque peu du ton feutré du partenariat social, subit ces dernières années des pressions considérables, particulièrement sous la forme de harcèlement judiciaire.

En décembre 2003, à Bâle campagne, les ouvriers/ères de l'entreprise Allpack se sont mis-e-s en grève. Un piquet de grève a été évacué par la police en tenue anti-émeute. Il a été fait usage de menottes, trois femmes ont été blessées, 35 personnes arrêtées.

Le 14 mai 2004, dans le cadre de la mobilisation de la fonction publique genevoise, un piquet de syndicalistes s'est rendu devant le dépôt des TPG, tôt le matin. L'action a duré jusqu'à 8 heures du matin. La direction des TPG n'a pas déposé de plainte pénale sur le moment, mais l'a fait ultérieurement, mue par des motivations qui demeurent obscures. Le procureur général s'est bien gardé de classer l'affaire. Cinq syndicalistes sont inculpé-e-s pour entrave à un service d'intérêt général. Dans ce cadre, le juge a demandé leurs fiches à la police : ces fiches portent des quantités d'inscriptions d'activités anciennes, qui n'avaient pourtant pas fait l'objet de condamnations. Il est à noter qu'une partie des syndicalistes ont été inculpé-e-s sur la base d'images diffusées par la TSR.

Dans une conférence de presse en 2002, un

syndicaliste genevois a formulé des interrogations au sujet de l'instance de surveillance des offices des poursuites, dont il a été démontré qu'ils dysfonctionnaient gravement. Une membre de l'instance de surveillance a déposé plainte pénale contre ce syndicaliste pour calomnie, subsidiairement diffamation. Le procureur a bien entendu donné suite. Récemment, le deuxième chef d'accusation a été retiré : la seule conséquence de ce retrait est de priver le syndicaliste du droit de faire citer ses témoins. Le verdict sera connu dans quelques mois.

Nous nous arrêterons là pour cette fois, histoire de ne pas décourager tout le monde. Notre but était de montrer que la répression frappe des populations qui ne se côtoient pas forcément et selon des façons pas toujours spectaculaires.

## 2. Ses moyens anciens et nouveaux : quelques mises en garde

Il ne nous paraît pas opportun ici de dresser une liste ennuyeuse de tous les moyens que l'Etat déploie pour mettre en œuvre ses basses besognes répressives. Il nous semble plus intéressant de nous interroger sur quelques-uns de ses aspects.

Le premier est la banalisation. L'humain-e a visiblement une capacité d'adaptation surprenante. En quelques années seulement, nous nous sommes habitué-e-s à nous mouvoir dans un environnement bourré d'uniformes et de caméras de surveillance ; nous nous sommes habitué-e-s aussi à manifester dans des situations qui frôlent l'état de siège. Nous y sommes bien obligé-e-s et il est important de ne point s'arrêter en si bon chemin ; par contre, nous devons lutter contre la banalisation de cette évolution. Il n'est pas normal de vivre dans une société fliquée au point de ne jamais pouvoir sortir sans croiser des patrouilles ; il n'est pas normal que les manifestations soient encadrées par des anti-émeutes prêt-e-s à faire un usage généreux de leur arsenal toujours plus performant au moindre prétexte ; il n'est pas normal que le simple fait de participer à des manifestations donne lieu au fichage des gens, voire même à un fichage génétique. Malgré l'absence d'écho, confinant parfois à la censure, que cette problématique rencontre dans les médias de masse, les mouvements doivent continuer à dénoncer ces pratiques.

L'autre aspect que nous souhaitons relever est l'utilisation de plus en plus importante de l'image pour attaquer des militant-e-s. L'image est désormais omniprésente, vu le développement technologique qui la met à la portée de n'importe qui ; vu également le développement de la télésurveillance ; vu enfin la tendance des médias audiovisuels à rechercher des images à scoop. Les procès du G8 à Gènes sont à ce titre exemplaires. Les mises en scène de la police genevoise, qui demande à des jeunes de se mettre en cagoule pour les photographier dans cet accoutrement, donnent aussi à réfléchir. Nous pensons que les mouvements doivent s'interroger sur cette évolution et en tenir compte dans l'élaboration de leurs stratégies. Il est bon de se rappeler que les manifestations et actions ne sont pas des courses d'école et que la prise d'images ne devrait se faire que moyennant mille précautions.



Enfin, nous voulons évoquer l'usage des moyens de communication modernes, notamment le téléphone portable et la messagerie internet. Il s'agit de deux moyens désormais indispensables dans les formes actuelles de mobilisation : ils permettent plus de souplesse, de mobilité, d'adaptation, ils facilitent grandement le contact et l'organisation. Cependant, leur utilisation est à double tranchant, car elle peut permettre aux services de police de repérer des militant-e-s et leurs réseaux. On ne répétera jamais assez la nécessité de faire preuve de la plus grande prudence dans la communication et le stockage de données par ces moyens, particulièrement les données personnelles.

### 3. Des pistes pour y faire face

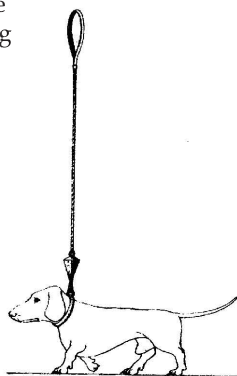
Au chapitre des pistes pour faire face à la répression, nous ouvrons la discussion. Nous la proposons autour de deux thèmes.

L'un s'inspire de la « non-manifestation » à Berne, le 22 janvier 2005, dans le cadre de l'anti-WEF. L'interdiction de manifester au centre ville a contraint les mouvements à trouver d'autres formules, qui se sont avérées proprement géniales, de certains points de vue. Les manifestant-e-s se sont organisé-e-s en petites unités mobiles et autonomes. Cela a permis d'éviter de former de « gros tas » trop faciles à encercler ; cela a donné lieu à une multitude d'événements pleins d'imagination ; cela a facilité le contact avec la population qui déambulait ce jour-là au centre ville et qui a pu remarquer que ce n'étaient pas les manifestant-e-s qui avaient l'air ridicule. En tout cas, la police était toute désarmée. Ce sont peut-être des formules à encourager. Le désavantage en est que ce mode d'action éloigne un certain nombre de personnes, habituées à des manifestations plus classiques.

Le deuxième thème découle du constat initial : la répression touche un large spectre de populations et de mouvements. Il apparaît donc essentiel d'établir des solidarités. Expérience faite, notamment dans le cadre de la tentative d'appel national contre la répression à la suite de Landquart 2004, cette recherche de solidarités se heurte à une thématique qui paraît incontournable pour certains mouvements et certain-e-s militant-e-s : la thématique de l'action violente et non-violente ; de la légalité et de l'illégalité ; de l'atteinte aux biens matériels. Après ce long préambule, nous pensons qu'il serait fort intéressant de débattre de ces thèmes.

#### Groupe antirépression de Lausanne (gar)

p.a. ADC, Rue du Maupas 81,  
1004 Lausanne  
gar@no-log.org



## Manif anti-OMC à Genève en 2003. Plainte pour violences policières classée

Mars 2003, une manifestation contre l'OMC et l'AGCS se tient à Genève. Au retour de la manifestation, la police encercle des manifestant-e-s en gare de Cornavin, des personnes sont matraquées (cf T'Okup! 37). Mais c'est surtout "l'affaire de la balle marquante" qui fera grand bruit. La syndicaliste Denise Chervet est touchée à la tempe par un projectile de fusil FN-303 tiré à hauteur de tête. Elle gardera à vie des éclats dans le visage. Les flics genevois ont-ils voulu intimider les manifestant-e-s avant le G8 de juin 2003 qui approche, c'est probable.

L'usage de ce fusil marquant non-homologué par la Commission technique des polices suisse avait bien fini par entraîner la démission du chef de la police à l'époque, mais actuellement les plaintes contre les policiers coupables de violence sont en train d'être classées. Témoignage.

Voilà 2 ans, ça m'arrive d'en rire. Mais qu'importe, puisque sur le moment, on peut dire que c'était pas un truc marrant. Ouh ça non.

Le tableau: un samedi de fin mars, un soleil radieux, Genève et le lac. Un truc autorisé, comme il y en a eu tant d'autres. Des José Bové et j'en passe, du gratin politicard et des discours à n'en plus finir sur la place Neuve en fin de manif, déroulée sans heurts, mais sous présence policière insistante. La manif est finie, l'heure de rentrer pour les lausannois-es. Direction la gare Cornavin. En remontant la rue, on peut admirer le comité d'accueil. La cuirasse, les casques, les boucliers et les rangiers.

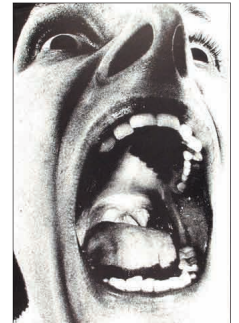
On arrive sur le quai. Cohue générale, personne n'y comprend rien. Les flics ont l'air tendus. Pire même, ça pue la bavure. Le train arrive, et là, un cordon se déploie devant ce dernier afin d'empêcher les gens de monter. Apparemment y'en a qui montent quand même, et ils-elles se font tabasser à l'intérieur. Quant à moi je panique, j'repère une entrée pas surveillée et hop je cours. Et hop on me chope par le capuchon, me plaque à terre, je crie, on me fait une clé d'bras par-ci, un genou dans l'dos par là. Direction les bus de police. On me chope par les cheveux, on me couche par terre. Y'a déjà quelqu'un en train de geindre sur le lino de la fourgonnette. On m'accueille à la bonne franquette. Pieds sur la tête, "salut connasse, tu parles français?".

"Pute", " salope", "connasse", ça fait du bien de se sentir aimée, et entre de bonnes mains. Un deuxième gars est jeté dans le véhicule. On s'tient compagnie comme on peut. On me relâche 2 heures après, non sans se foutre de ma gueule. J'pleure comme une fontaine et je reviens au quai de gare où tou-te-s les autres sont encore là et font pression pour qu'on nous relâche.

J'ai porté plainte contre X, vu que ces sales types n'ont pas de matricule. On me convoque une première fois, en 2003 toujours, boulevard Carl-Vogt. Questionnements accrus par un faux gentil flic. J'apprend (sans étonnement) qu'ils ont menti pour justifier l'arrestation. Je dois avoir la mémoire courte, mais je ne me rappelle pas avoir poussé ni violenté les flics sur le quai, ni tiré de gilet. C'est vrai que du haut de mes 50 kg, j'ai la prétention de faire le poids contre ces gros monstres. Je nie tout en bloc.

Il y a deux mois, on m'apprend que la plainte a été balayée, jugée irrecevable. Je n'avais selon eux qu'à bien me tenir apparemment et ne pas les violenter ces pauvres niais. 6 flics à s'être mis d'accord sur un faux témoignage; j'ai fait recours, mais j'ai relativement peu d'espoir sur le fait que ça change grand chose.

Bisoux messieurs les agents, vous avez pimé ma vie de manifestante...



## G8-2003 à Lôzane. Non-lieu définitif pour la police

Dans le même registre d'impunité policière, le tribunal fédéral vient de rejeter le recours d'une manifestante brûlée par une grenade détonante le 1er juin 2003 à Lausanne, lors des manif contre le G8 d'Evian. Elle avait déposé plainte pour abus d'autorité et lésions corporelles, mais la justice vaudoise avait classé l'affaire, sous prétexte que l'identification du policier qui a lancé la grenade n'était pas possible parmi les 190 hommes (sic) engagés dans le secteur!

Le TF, lui, estime bien que le juge vaudois Pierre Chatton aurait pu être plus loquace sur le refus d'entendre un témoin qui se trouvait à côté de la victime au moment des faits, et qu'il aurait dû éviter les remarques "J'ai d'autres priorités" et son appréciation personnelle comme quoi les mesures policières étaient "opportunes, proportionnées et adaptées aux circonstances du moment", mais en fin de compte il refuse sa récusation pour partialité, mettant ces déclarations sur le compte du stress et de l'énerverment. Et au final, le motif juridique qui fonde le classement n'est pas mis en doute: pas de coupable, pas de procès!

Donc pas de débat sur les questions de fond: le sentiment d'impunité policière ne va-t-il pas conduire à d'autres abus? l'usage des ces armes "moins que létales" est-il réellement approprié? dans un corps décisionnel aussi hiérarchisé que la police, les responsables des opérations peuvent-ils se retrancher derrière la responsabilité individuelle de tel ou tel anti-émeute?

Et bien sûr, reste le constat que pour réprimer les manifestant-e-s, la loi (code pénal) ne se gêne pas de recourir à la responsabilité collective pour condamner les participant-e-s à une émeute, même lorsqu'il est démontré que ceux-ci n'ont personnellement fait preuve d'aucune violence ou déprédation. Deux poids, deux mesures...

# Rasons les prisons qu'on voie la mer!

Début 2005, A.T. (nom fictif) a passé 1 mois en détention à la Croisée (Maison d'arrêt préventive à Orbe - MAP) pour des peines cumulées concernant une manifestation non-autorisée en 2000 à Lausanne et pour « résistance aux actes de l'autorité » qu'on lui a collé après qu'il ait déposé plainte contre la police suite à un contrôle musclé en 2001. Arrêté avec ses économies sur lui, on ouvre en plus une enquête contre lui pour déterminer la provenance de cet argent. Entretien.

## Parle-nous de la vie à la MAP...

C'est le bâtiment pour les détentions préventives, mais il y a aussi des exécutions de peine (les courtes), car les prisons sont surpeuplées au point que même les matons pètent les plombs.

Pour l'étage où j'étais, il y avait peut-être une trentaine de détenus, dans des cellules de 1 à 4 personnes. Il semble qu'ils mettent tout seul les pédophiles, les plus longues peines et les « politiques ». Les gens sont « classés » par ethnies, ou de fait plutôt par couleur de peau. Il y a peu de Suisses, beaucoup d'Africains et de gens de l'Est qui ne parlent souvent que quelques mots d'allemand, ce qui rend la communication difficile.

Un type est resté là 3 jours parce qu'il a passé la douane avec un tournevis et un passeport roumain. Un autre en était à son 26<sup>ème</sup> mois de préventive!!

## Comment se passe une journée type?

On te réveille à 7h pour le petit déjeuner, tu reçois du beurre et de la confiture, mais le pain vient à midi avec le dîner, tu dois le garder pour le jour suivant. Souper et vérification des portes à 16h30 (rebelote à 20h). Tu as 1 heure de promenade par jour, elle peut tomber à n'importe quelle heure, si t'es pas prêt tu la rates.

La vie se passe au rythme de la TV. La nuit, c'est le bruit, on entend des cris incroyables, des gens gueulent, tu sais pas ce qui se passe. Par contre la journée c'est tranquille, surtout de midi à 14h. Tout le rythme est inversé.

Le plus dur, c'est les week-end, car il n'y a pas de sport et les programmes TV sont nuls à chier.

Sinon, la plupart des détenus se laissent gaver de calmants, de somnifères et de neuroleptiques. De tout l'étage, on n'était que 2 à ne pas en prendre, c'est vraiment hallucinant. C'est utile de faire la demande médicale (j'ai par exemple pu obtenir des tisanes médicinales), mais ils te poussent à la consommation.

En prison, le plus dur c'est au début et à la fin, t'as envie de sortir, le temps s'écoule pas; au milieu, tu prends un peu le rythme.

## Comment ça se passe avec la bouffe, particulièrement pour les végétaliens?

Les plateaux sont servis par des détenus qui sont là depuis plus longtemps. T'as le

choix entre un menu avec viande et un sans viande, mais dans le sans viande il peut y avoir du poisson, de la crème, etc. En taule, c'est vraiment un gros problème pour les vegans. On te dit qu'avec plus de 700 repas par jour, on ne peut pas chipoter. Je crois que c'est la première fois qu'ils voyaient un végétalien.

Comme il n'y a pas d'oléagineux dans les repas, c'est bien de pouvoir prendre avec soi de l'huile, ou de s'en faire envoyer.

Sinon tu reçois une feuille pour « cantiner », c'est-à-dire que tu peux commander des choses en plus, si t'as les moyens de payer. On ne peut commander que ce qu'il y a sur leur liste. Il y a plein de choses genres clopes ou journaux de cul, par contre il y a pas grand chose niveau nourriture.

## Quels sont les activités et l'encadrement proposés?

Il y a du sport 5 jours par semaine (mieux qu'au Bois-Mermet où c'est que 3), si t'es prêt au moment où on vient te chercher.

Tu peux aussi remplir une fiche de demande pour voir le surveillant-chef, un éducateur, l'imam, l'aumonier, le maître de sport, le médical, etc. Tu mets une coche et tu dois écrire le motif. Ça peut parfois être bien, les éducateurs peuvent par exemple te prêter une guitare pour une durée définie (mais pour ça, il faut être là pour plus qu'un mois).

Pour la TV, tu dois payer 20 francs par mois, tout le monde l'a. Si tu la veux pas, tu dois le mentionner au début.

Sinon il y a la bibliothèque environ 4 fois par mois, mais elle est peu mise en valeur. Tu dois faire la demande à l'avance, il y a 6 places pour une trentaine de détenus (mais c'est assez souple). T'as 40 minutes pour choisir.

Tu peux emprunter 5 livres pour 3 semaines. Il y a trois quart de romans fleuves et un quart d'ouvrages plus philosophiques, de psychologie ou un peu critiques. Y'avait *Le Procès* de Kafka, un

Camus (mais pas *L'homme révolté*), et même *Droit de révolte* de Jacques Fasel. Il y a aussi des jeux, des BD et quelques revues.

Le prêt se fait par d'autres détenus. Tu peux faire des suggestions d'achat à l'éduc, il y a un petit budget. Et surtout, on a le droit de faire des dons d'ouvrages.

## Comment s'exerce le contrôle dans la prison?

T'as des panneaux qui te disent que tu peux être vu et entendu partout. Il y a plein de caméras et aussi des micros dans les murs des couloirs.

Question gardiens, y'a une bonne moitié de frustrés et de couillus (s'il y en a un qui te prend en grippe, ta chance c'est que ça change tous les jours ou les deux jours). Dans l'autre moitié, une bonne partie sont de bons fonctionnaires qui font simplement leur métier. Peut-être 10% sont un peu plus évolués.

Il faut bien comprendre qu'un maton, c'est un type qui a une clé et qui passe sa journée à ouvrir et à fermer des portes.

## Y a-t-il une hiérarchisation entre les détenus?

La taule est un milieu très viril, il n'y a pas de contact physique, personne ne va te prendre dans ses bras. L'homosexualité semble être assez répandue, d'ailleurs on te donne d'office des préservatifs à la visite médicale quand tu entres en prison.

Les clopes jouent aussi un rôle important. Si t'en as, t'as du pouvoir.

## OK, mais la direction introduit-elle des hiérarchies en fonction du comportement des détenus?

J'ai pas vraiment pu le constater à mon étage. Peut-être que les détenus affectés au nettoyage ou à la bouffe sont un peu mieux placés. Ils en savent parfois plus que les autres car ils sont plus au contact des gardiens.

Mais c'est vrai qu'il y a toujours un certain sentiment de méfiance entre les détenus, tu sais pas trop à qui te fier.

## Et question travail?

Dans la fiche de demande dont j'ai parlé, il y a aussi une case travail que tu peux cocher.

Il y a par exemple la colonie, où la détention est moins serrée, pour les détenus qui sont là depuis un certains temps et avec lesquels ça c'est bien passé. Mais je ne peux pas tellement en parler, car je n'ai pas vu cet aspect.

## Comment se passent les contacts avec l'extérieur, le courrier, les visites?

Déjà, t'as le droit d'appeler un avocat, mais si t'as pas son numéro ou que t'as pas d'argent sur ton compte, ça aide pas.

Par contre tu peux écrire. Le courrier est lu bien sûr, mais ils t'affranchissent généralement tes lettres. Par contre, tu sais jamais si tes lettres vont arriver à destination. Dans mon cas, l'une est arrivée, l'autre non, sans m'être parvenue en retour.





Pour les visites, y'a différents jours, souvent le dimanche. Il y a 5 tables dans une pièce et des matons qui surveillent. Mais pour pouvoir visiter quelqu'un en prison, il faut ne pas avoir d'affaire en cours avec la justice, même une broutille, car dans ce cas on te refuse le droit de visite.

Sinon, c'est utile de recevoir des paquets de l'extérieur, avec par exemple de la nourriture. On a le droit à un paquet par mois, mais il faut faire attention que le contenu figure sur la liste des produits autorisés, par exemple la spiruline (algue séchée qui est un bon complément alimentaire) n'a pas passé.

### Tu as également été transféré pour des interrogatoires...

Bien que j'étais sensé faire une exécution de peine, la police judiciaire a ouvert une enquête contre moi sur ordre du juge, parce qu'ils ne pouvaient pas concevoir qu'une personne SDF ait toutes ses économies et un vieil ordinateur portable sur soi (il faut préciser que j'ai été arrêté lors d'un contrôle de routine, sous le coup d'un mandat d'arrêt car je n'avais pas d'adresse pour être convoqué). Aucune présomption d'innocence, c'est à toi de prouver que tu n'es pas coupable!!

On te fait passer X fois des interrogatoires à partir du moment où tu refuses répondre aux inspecteurs en disant que tu veux voir

le juge. En plus des interrogatoires le jour de mon arrestation, j'ai par la suite été transféré trois fois à la Blécherette.

Tu ne sais jamais quel jour tu vas être amené devant le juge ou à la police judiciaire pour complément d'enquête. Les matons frappent à ta porte vers 6-7h pour annoncer le transfert, mais tu dois attendre ensuite une demi-heure. Tu te fais toujours fouiller à l'aller et au retour.



On te met dans un fourgon, t'es menotté, c'est froid.

Avec les fourgons, ils font des tours par l'Hôtel de police, le Bois-Mermet, etc. pour grouper les transferts.

Lors des interrogatoires, ils cherchent à en savoir plus sur ta situation et dépassent le cadre de l'enquête, par exemple sur tes convictions politiques ou si tu as participé aux manifs anti-G8, etc.

Prétextant que les premières photos

anthropométriques étaient ratées, ils m'en ont imposé d'autres par la force. Comme à ce moment tu ne peux porter ni ceinture ni chaussures, tu te retrouves à moitié à poil après t'être fait traîner dans un couloir par deux armoires à glace.

Pour la prise d'ADN également, si tu refuses on te dit que t'es obligé. Comme j'ai eu des cheveux arrachés pendant l'épisode des photos, on peut jamais savoir s'ils en ont gardé une touffe comme ils menaçaient de le faire pour tout de même prendre le profil ADN.

### A quoi a aboutit cette enquête?

A rien du tout. Tout devrait m'être restitué, mais heureusement que j'avais des preuves que cet argent est bien à moi.

### Qu'est-ce qui t'as particulièrement marqué en prison?

La notion de soi-disant « préventive ». Le trois quart des détenus entrent en taule sans médicaments et en ressortent intoxiqués.

Quand t'arrives en taule, t'es souvent déjà affaibli-e psychologiquement. C'est très important d'avoir du soutien, que les gens dehors te laissent pas tomber. Ce soutien te va droit au coeur.

Depuis l'extérieur, on peut faire des visites, envoyer des colis ou faire des dons de livres à la bibliothèque.

(Entretien réalisé en mars 2005)

## André Bösigier

22 juillet 1913 - 13 avril 2005

Le Centre International de Recherches sur l'Anarchisme a la tristesse d'annoncer la mort d'un de ses fondateurs et de ses plus fidèles soutiens. Sans André, nous n'aurions jamais pu trouver de locaux à Genève il y a près de cinquante ans, ni installer des étagères, ni déménager à plusieurs reprises, ni stocker des mètres cubes de doublets; sans André, notre situation financière serait encore plus critique qu'elle n'est; sans André, le CIRA est un peu orphelin.

Pourtant, il n'aimait pas tant les vieux bouquins que les gens, et surtout que l'action directe.

Arrivé tout jeune à Genève, il n'avait pas tardé à rejoindre les rangs du syndicat et de la Ligue d'action du Bâtiment, « l'LAB », où l'on observait à la lettre le mot d'ordre « à mauvaise paye, mauvais travail ». Il était aux premiers rangs des manifestants antifascistes, le 9 novembre 1932, quand la troupe avait tiré et officiellement tué treize hommes, dont son meilleur ami. Il charge plus tard camion sur camion pour les milices anarchistes en Espagne, accumulant vivres, vêtements et outils pour dissimuler du matériel plus offensif. Il charge wagon sur wagon pour venir en aide aux résistants en France, pendant la dite dernière guerre. Deux fois un an de prison pour avoir refusé de servir dans l'armée suisse, qui tire plus souvent sur les ouvriers que sur des militaires ennemis, ne le décourage pas; il profite de ce temps pour épulcher le *Petit Larousse*. Passeur de frontières avec des hommes et du matériel pendant la guerre d'Algérie, il trouve de l'embauche pour les copains, discute d'autogestion avec Ben Bella et Michel Raptis, dénêche des logements et de l'argent. Il en fait autant pour les déserteurs ou les militants antifranquistes.

Il a accompagné toute l'aventure du CIRA, la reprise du *Réveil anarchiste* et de la revue *MA!*, sans ménager ses critiques, mais avec sa générosité et sa solidarité indéfectibles.

Il reste de lui un bouquin, les *Souvenirs d'un rebelle* (Saint-Imier, Canevas, 1992, réédité par le CIRA et toujours disponible), et un film-interview réalisé par Bernard Baissat et Alexandre Skirda en 1993, *Ecoutez André Bösigier, libertaire jurassien* (\*). Il apparaît aussi dans des documentaires sur les volontaires suisses en Espagne, celui de Richard Dindo et celui de Daniel Künzi. Il reste de lui des images vivantes de son grand rire, de son oeil pétillant, de ses opinions passionnées, de sa fraternité.

CIRA, Beaumont 24, 1012 Lausanne  
cira@plusloin.org

• • • • •

(\*) ce film sera projeté le lundi 9 mai après le salon de thé (vers 21h, dès qu'il fait nuit) au Squat de la Laiterie, Marterey 23 à Lausanne

### Quelques références pour les personnes intéressées par le soutien aux prisonniers

#### L'Envolée (périodique)

Lettres de détenus, analyses, odes aux mutins, récits de mobilisations, etc.

« La guillotine ne laisse aucune chance, la prison non plus »

L'Envolée, 63 rue de St-Mandé, F- 93100 Montreuil - envolee@internetdown.org

#### Bulletin ABC/CNA

Bulletin de l'Anarchist Black Cross rédigé à Dijon, parution régulière.

« Si l'innocent mérite notre solidarité, le coupable la mérite encore plus ».

Maloka, BP 536, F- 21014 Dijon  
abcdijon@free.fr

#### Au pied du Mur. 765 raisons d'en finir avec toutes les prisons

Ouvrage collectif, L'insomniaque, Paris, 2000, 350 pages. Anthologie de paroles et d'écrits de toutes origines et de tous temps contre toutes les prisons.

Sinon, évidemment les classiques dans toutes les bonnes bibliothèques (p.ex. Marius Jacob, Victor Serge, Michel Foucault, Charlie Bauer, Catherine Baker, Serge Livrozet, etc.)

Moins de cellules grises,  
plus de souris vertes!

## En bref...

### L'armée, ça tue, ça pollue et ça rend con

Selon les propos de Ch. Keckeis (Migros magazine, n°13, 29/03/05), chef de l'armée suisse, la « sécurité intérieure que l'armée produit aujourd'hui est une dimension tout à fait nouvelle, à laquelle sont affectées 45% des troupes en service ».

Cela revient à dire que 45% des troupes en question sont engagées contre les populations vivant en Suisse.

Il faut cependant relativiser le fait qu'il s'agisse d'une nouveauté. L'armée suisse n'a jamais tué que ses propres populations. Pour celles et ceux qui auraient encore des doutes quant aux préoccupations de la bourgeoisie de ce pays, il nous est donné de lire plus loin : « Si CNN se mettait à diffuser des images montrant une ambassade ou un consulat brûler à Genève, Berne ou Zurich, c'est toute la place financière qui en prendrait un coup ! ».

Ah ! la société du spectacle !

### Le pape est mort, vive Binam'

Après un long feuilleton qui a tenu en haleine la presse mondiale pendant des semaines, la fin du pape, spectaculaire dans le sens qu'elle a occupé le devant de la scène médiatique au détriment de toute autre information, a coïncidé avec la dernière tournée en date des désormais légendaires Binamé.

A force d'imprécations révolutionnaires antipapistes, ce groupe belge de punk-rock-folk-musette a fini par l'emporter.

Comme quoi la persévérance paie.

### Il y a propre et propre

Nouvel épisode de la saga du Mr Propre lausannois: une cartographie où sont répertoriées par quartiers urine, fientes de pigeons et crottes de chiens. Après une croisade anti-graffitis qui amalgamait propreté et sécurité, on a installé de nouvelles poubelles, soi-disant plus adaptées à l'augmentation du volume de déchets en ville, mais qui en fait empêchent les pauvres de farfouiller dedans. On admet par ailleurs comme cause première de tous ces déchets la multiplication des fast food et autres take away, mais il est tellement plus facile de lutter contre les effets que contre les causes.

La prochaine étape est l'acquisition de nouvelles machines pour lutter contre les "salissures". Gageons qu'elles ne viseront ni la pollution automobile ni l'invasion publicitaire de l'espace public...

### Critical mass pour une suisse plus tropicale

Samedi 9 avril, sous la pluie, la neige et le vent (et oui!), la critical mass a quand même rassemblé presque une centaine de cyclistes au slogan de "Plutôt à poil qu'en 4x4!".

Les prochaines critical lausannoises auront lieu le 30 avril lors de la manif en étoile pour dénoncer la politique d'asile du canton, et le 23 mai pour l'arrivée de la caravane "Hors contrôle", qu'on se l'dise.

## ASILE

### Mise en place d'une politique d'extrême droite dans le Canton de Vaud.

Avril 05

Après les attaques contre le groupe dit des «523», on s'attendait bien à de nouvelles mesures contre les «étrangers». Grâce à une forte résistance des personnes concernées et de la population, Mermoud peine en effet à rayer de ce canton les «523» débouté-e-s vaudois-e-s.

Alors pour satisfaire aux ordres de Berne, il s'attaque maintenant aux personnes que l'Etat a classées dans la catégorie des Non Entrée en Matière (NEM). L'attaque frontale étant mal vue dans ce canton, les autorités veulent forcer ces personnes à craquer et quitter le pays en les frappant de diverses mesures administratives destinées à leur rendre la vie impossible et à les casser.

Dans le concret:

Dans la ligne de mire du canton se trouve entre autre le groupe des «175», des personnes majoritairement originaires d'Ethiopie (l'indépendance de l'Erythrée en 1993 a généré de violents conflits avec l'Ethiopie, et plus d'un million de personnes ont dû fuir la région).

Ces personnes sont en Suisse depuis 6, 7, 10 ans. La plupart travaillent et sont autonomes. Mais on est en Suisse, et ces personnes n'ont donc jamais reçu d'autorisation de séjour stable. Requéant-e-s d'asile depuis 10 ans...

Il faut également savoir qu'il est impossible de les renvoyer car l'Ethiopie n'accepte pas les retours non volontaires. Situation kafkaïenne.

Jean-Claude Mermoud, conseiller d'Etat UDC qui se fait tirer les oreilles par Blocher, a donc décidé de prendre le dossier en main. Il a prononcé une interdiction de travail envers tou-te-s ces réquéant-e-s débouté-e-s!

Conséquence:

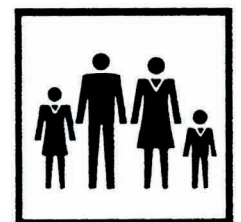
les réquéant-e-s (qui travaillent depuis des années en Suisse) vont devoir aller demander l'aide sociale à la FAREAS. Et après quelques mois, on leur annoncera que les nouvelles directives sur l'asile ne leur donnent plus droit à l'aide sociale. Ne leur restera plus que l'aide d'urgence pour s'acheter à manger, à condition qu'ils se comportent bien! Belle leçon qui nous est donnée là sur la manière dont un Etat peut détruire des gens.

Mermoud pourra ainsi fièrement claironner en affirmant que tou-te-s les étrangers/ères sont des profiteurs/euses qui abusent de notre système social.

On assiste actuellement à la mise en place d'un système particulièrement pervers, ou se mêlent xénophobie et soif de pouvoir. Et au conseil d'Etat, aucune voix discordante ne se fait entendre...

C'est pourquoi la résistance populaire qui se mène actuellement est capitale. A Lausanne, 6 réquéant-e-s d'asile sont réfugié-e-s dans une église ouverte par la Coordination pour se protéger de la violence de l'Etat.

[www.stoprenvoi.ch](http://www.stoprenvoi.ch)



### Pouvoir exister ne devrait jamais dépendre d'un bout de papier!!!

[aucunexpulsion@no-log.org](mailto:aucunexpulsion@no-log.org)

appelle à une **manifestation le 7 mai**, départ 14h00, place St-François (Loz)

Nous ne voulons pas d'une Suisse forteresse qui entrouvre tout juste ses portes à quelques migrant-e-s particulièrement "méritant-e-s". Si des personnes arrivent en Suisse, c'est parce qu'elles quittent leur pays où la situation est devenue intolérable: misère, guerre, persécution... Et bien souvent la Suisse contribue à cette situation.

**Ni expulsion, ni détention!**

**Pour le libre choix de mouvement et d'établissement!**

**Pas de frontières entre les peuples, pas de peuples entre les frontières!**



# Phytoépuration au squat de Coppet

"Parce que la non-consommation commence par la non-production, pour l'autogestion de mon caca" Sharon Stone, WEF 2005



Au début (avant la pomme, le serpent et tout ça), il y avait les animaux non-humains et l'environnement qui autoépuraient leurs déjections. Bref ça fonctionnait pas mal. Après y'a eu l'être humain-e et ça fonctionnait toujours pas mal. Mais très vite il y en a eu beaucoup et illes ont pris la mauvaise habitude de se rassembler dans des villages, puis des villes... et par la même occasion de concentrer leur production de déchets. Les milieux dits naturels n'arrivaient plus à digérer toute cette matière organique et nutritive et il y a eu eutrophisation des milieux (trop de nutriments et pas assez d'oxygène). La bamboule du vingtième siècle, c'est de prendre l'or (de l'eau pure et de la matière organique riche - hé oui ton caca) pour en faire un produit de merde qu'on rejette dans l'environnement. Et chez nous, y'en a encore qui se douchent des fois, et cette damnée vaisselle... faut du savon, car on a pas encore tous et toutes passé le cap de la douche à la cendre. C'est pourquoi...

## Chantiers populaires à Coppet ou la phytoépuration « monstre foire »

2-3 weekends de mars-avril avaient un petit air de chantier postcommuniste à Coppet, avec pas moins de 50 personnes creusant, pioche et pelle en main, des sacrés trous dans notre jardin. Pauvre Ernst<sup>1</sup>, toi qui prend plaisir à détruire nos constructions, cette fois c'est pas en quelques coups de pelle que tu vas pouvoir te régaler. On parlait donc de trous !

En effet, nous sommes en plein développement d'un système d'épuration de nos eaux usées et pour ça il a fallu creuser des trous (pour mieux les remplir...). Ce chantier s'inscrit dans notre désir d'autonomie maximale, autant du point de vue de la non-consommation que de celui de la non-production de déchets. On parle ici d'épuration des eaux, mais il ne faut pas oublier que la technique la plus triviale reste le non-mélange de l'eau et des polluants. Pour la merde, pas de problème. On a construit des toilettes sèches dans le jardin et avec le beau temps on y va encore plus souvent. Pas de problème d'odeurs, la sciure joue son rôle d'absorbant, alors facilement intégrable dans une salle de bain citadine. Pour la vaisselle, si tu chauffes au bois, la cendre remplace bien le produit de vaisselle. On pourrait aussi se laver (et les dents) à l'argile et relâcher ainsi l'eau directement dans le terroir. Mais voilà dans les faits, on utilise encore du savon et bientôt ces eaux polluées vont transiter dans notre système et ressortir suffisamment propre pour être utilisées pour le jardinage.

Notre station d'épuration est constituée de deux bassins, le premier à écoulement vertical et le deuxième à écoulement horizontal. Le principe est simple : l'eau s'écoule à travers les bassins remplis de graviers, dans lesquels poussent des végétaux (roseaux) qui par l'action de la photosynthèse consomment du CO<sub>2</sub> et relâchent de l'oxygène, en partie par les racines. De plus l'immersion non constante de la couche supérieure des bassins permet une bonne aération grâce à la porosité du gravier. Cet oxygène permet le développement d'une vie bactérienne aérobie (qui consomme de l'O<sub>2</sub>) qui utilise la matière organique pour se nourrir et la relâche ensuite sous forme de CO<sub>2</sub>. De plus les bactéries transforment les divers polluants en matière minérale qui pourra être assimilée par les plantes.

Avec ces weekends festifs et grâce à une bonne lune croissante sur Coppet (d'où une certaine agitation le samedi soir), nous avons pu installer les deux bassins de filtres, construits avec des portes et rendu imperméable avec des bâches, tous les deux de récup'. Au bout du circuit, un étang (avec une petite île japonaise) qui stockera l'eau a été réalisé.

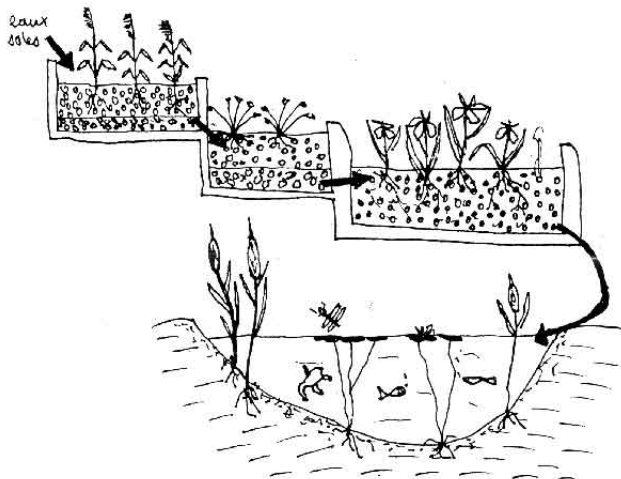
Une brochure détaillée pour la construction autonome de ton propre système d'épuration sera éditée dans le courant de l'été.

De plus on cherche encore des bâches pour le fond de l'étang, alors si tu en as...

[chatelot@hotmail.com](mailto:chatelot@hotmail.com)

Rte Suisse 54  
1296 Coppet

<sup>1</sup> Le propriétaire de la maison (voir T'Okup! 51)



## Cet été...

### RISE - Luxembourg Crack the UE fortress

RISE a été fondé en 2004 comme plateforme de résistance contre la présidence européenne du Luxembourg 2005. RISE rassemble des initiatives libertaires et antiautoritaires de plusieurs pays sur la base d'une opposition anticapitaliste et antinationaliste vis-à-vis de l'UE. En juin 2005, RISE va organiser un contre-sommet et une multitude d'activités au Luxembourg.

16-19/6: Camp de résistance autogéré avec débats, concerts, etc.

16+17/6: Journées d'action directe contre les institutions européennes et capitalistes au Luxembourg

18/6: grande manif à Luxembourg-ville avec un bloc anticapitaliste et programme de soirée garanti.

Pour plus d'infos:

[www.eurotop.lu](http://www.eurotop.lu)  
[www.eurotop.tk](http://www.eurotop.tk)



### Contre le G8 en Ecosse

Cette fois-ci c'est à Gleneagles (Ecosse) que se tiendra du 6 au 8 juillet le prochain sommet du G8. Le G8 regroupe les 7 pays les plus "développés" (économiquement s'entend), plus la Russie.

Cette année, ils promettent de régler la plus grande partie de la dette mondiale et de rendre le commerce global plus "juste". Quant à Tony Blair, il clame vouloir faire des changements climatiques une priorité du sommet. Tout cela n'est évidemment qu'un écran de fumée: derrière les beaux discours, on planifie l'exploitation durable de la planète, de ses habitant-e-s et de ses ressources.

De nombreuses manif et actions auront lieu dès la mi-juin en Grande-Bretagne et en Ecosse. Les 16-17 juin aura lieu à Sheffield la rencontre des ministres de l'intérieur du G8. Les festivités prendront fin le 8 juillet avec une journée internationale d'action contre les changements climatiques.

De nombreux groupes sont impliqués dans la mobilisation contre ce sommet du G8. Consulter par exemple:

[www.resistg8.org.uk](http://www.resistg8.org.uk)  
[www.dissident.org.uk](http://www.dissident.org.uk)

# 1<sup>er</sup> mai: tous les antifascistes à Lucerne !

Début avril, c'était au tour du tribunal administratif du canton de Lucerne de refuser la demande d'autorisation pour la manifestation du PNOS (Partei National Orientierter Schweizer - le parti d'extrême-droite qui vient de réussir à faire élire 2 représentants dans des bleds paumés de suisse allemande). Celui-ci avait fait recours contre l'interdiction de sa manif du premier mai à Lucerne. Il est effrayant que ce refus argue que le PNOS recevrait une autorisation de manifester les 364 autres jours de l'année, à l'exception du 1<sup>er</sup> mai. Les rassemblements nazis sont tolérés tant qu'ils restent « pacifistes », pourtant les idéologies national-socialistes sont toujours violentes: elles se basent sur la discrimination et l'exclusion d'êtres humains sur la base de critères totalement arbitraires, ce qui conduit inmanquablement à des violences structurelles, physiques et psychiques. C'est pourquoi les déclarations d'intentions « non-violentes » des extrémistes de droite ne peuvent jamais être prises au sérieux.

Malgré l'interdiction de la manifestation du PNOS, nous appelons à former un bloc antifasciste radical au cortège du premier mai à Lucerne. Nous voulons éviter que les extrémistes de droite ne s'approprient la rue malgré l'interdiction, que se soit à Lucerne ou ailleurs.

Par la même occasion, nous voulons manifester clairement notre refus de l'extrémisme de droite et de l'antisémitisme renaissants, du racisme ordinaire et de l'Etat national bourgeois, parce que les abuseurs, ce ne sont pas les migrant-e-s, mais les patrons et les exploités!

Toutes et tous au bloc antifasciste à la manif du 1<sup>er</sup> mai à Lucerne!

**Pas de place pour les extrémistes de droite, ni à Lucerne ni ailleurs!**

**Pour la liberté, pour la vie - Chasser les nazis de la rue!**

**Le capitalisme n'a pas de défauts - il est le défaut!**

**Contre le sexisme et l'homophobie!**

**Contre l'Etat et la répression, une seule solution:  
l'action directe!**



*Réseau antifasciste suprarégional*

## Rencontre entre occupant-e-s de toute la Suisse Caravane contre le contrôle social et pour l'autonomie

*Parce qu'elles ne sont pas d'accord avec une société de prisons, de salariat, de capitalisme, de frontières, d'oppression, de caméras de surveillance, de fichage policier, de propriété privée et de logement utilitaire, elles ont pris la liberté, des vélos et la route. Elles viennent dans votre ville, laissez-vous emporter.*

Du 14 au 29 mai, une caravane aura lieu contre le contrôle social et pour l'autonomie. Cette caravane traversera la Suisse de Winterthur à Genève, dans chaque ville auront lieu différentes actions, occupations de rues, bouffes, concerts...

Ce qui nous unit est notre refus de nous plier à cette société, notre envie de résister au contrôle social et de lutter pour notre autonomie.

Nous occupons des espaces dans lesquels nous vivons et refusons la forme marchande et disciplinaire du logement que nous impose le pouvoir.

Le contrôle est partout: vidéosurveillance, prisons, frontières, flicage, éducation, salariat, logements... Réapproprions-nous nos vies.

Prenons la route, nos vélos et tracteurs et joignons-nous à la caravane.

**S'attaquer au contrôle, c'est s'attaquer directement au pouvoir.**

[www.stop-control.ch.vu](http://www.stop-control.ch.vu)

### Trajet de la caravane

14 mai Winterthur  
14/15 Zurich  
15/16 Bremgarten  
16/17/18 Lucerne  
18/19/20 Langenthal  
21/22 Bienne  
20/21 Berne  
22/23 Yverdon  
23/24/25 Lausanne  
25/26/27 Coppet  
28/29 Genève



Du 23 au 25 mai à



## LECTURE

### Un peu de l'âme des mineurs du Yorkshire

John & Jenny Dennis

*« Mars 1985: la grève de mineurs s'achève tragiquement. Le plus long, le plus violent des mouvements sociaux qu'aït connu la Grande-Bretagne est vaincu. Pour les communautés de "gueules noires", vouées à l'élimination par Margaret Thatcher, c'est l'échec de plus d'une année de résistance. C'est aussi un triomphe du dogme de l'écrasement des pauvres, dont les propagateurs ont depuis conquis le monde. »*

Excellent livre qui parle de la solidarité de classe, de la trahison des scabs - les jaunes -, de l'action directe et de la répression, de la réhabilitation des vieilles techniques pour survivre quasiment sans ressources, du fossé culturel entre la working-class des campagnes et les milieux gais-lesbiens, squat ou autonomes de la ville, fossé finalement comblé par l'identification à une même lutte contre la barbarie capitaliste.

Au travers de textes de John Dennis - mineur mort des suites de la défaite -, de sa compagne Jenny et d'autres textes, le bouquin illustre la désintégration de la communauté des vaincus, les humiliations, l'alcoolisme, la récupération de l'image des mineurs par le spectacle, le triomphe du capitalisme moderne et de la société de consommation, avec son repli sur soi, ses stratégies de sauvegarde individuelle et la recherche d'un certain confort matériel petit-bourgeois, sans faire l'impasse sur les questions écologiques et énergétiques que l'exploitation des mines ne manque de soulever.

**L'Insomniaque (63, rue Saint-Mandé  
F- 93100 Montreuil), novembre 2004**

Egalement en prêt à l'infokiosk

## Agenda

### Samedi 14 mai

Concerts et djs hip hop à l'espace, 21h  
Force pure - G-Moni - Maxx-R  
Pilophaz + Dj O'leg + Warweak

### Samedi 4 juin

Concerts à l'espace, 21h en soutien  
à l'ex-squat de la Cigale

## ACTIVITES REGULIERES

**Lundi 16h-19h** Salon de thé  
à la Laiterie, Marterey 23

**Lundi 19h30** Ciné-bouffe aux Tilleuls  
Route de Lausanne 52,  
TL n°7, arrêt Renens-Village

**Jedi dès 20h** Bouffe végétarienne  
à l'espace autogéré, César-Roux 30

**Mercredi & Vendredi 20h** Bouffe pop'  
au Chien Rouge, César-Roux 23

**Jedi & vendredi 21h** Cinéma Oblò  
Av. de France 9 - Progr: [www.oblo.ch](http://www.oblo.ch)